



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les pistes inexplorées pour ne pas dépasser les 1,5°C

Le rôle du secteur des terres au cœur d'une action climatique ambitieuse

Une ambition climatique qui préserve les droits fonciers, la biodiversité et la souveraineté alimentaire.

CLARA

Nouveau rapport de l'Alliance CLARA
(Climate, Land, Ambition, and Rights Alliance)

L'ALLIANCE CLARA S'EST POSÉ LA QUESTION suivante: si notre objectif est d'établir une vraie justice climatique, qu'est-ce que cela signifie pour l'effort d'atténuation qui passerait par le secteur des terres? Notre étude de la littérature scientifique disponible nous a révélé l'existence de pistes inexplorées dans les secteurs forestier et agricole. Cette publication est profondément fondée sur la science, à l'image de l'expertise de tous les membres de l'Alliance CLARA en matière de droits fonciers, de restauration des écosystèmes, d'agroécologie et de justice alimentaire. Nos découvertes confirment l'urgence de la crise climatique, mais suggèrent des priorités très différentes pour répondre aux diverses menaces.

Le consensus scientifique est clair. Même en diminuant drastiquement les émissions de gaz à effet de serre des secteurs de l'énergie, de l'industrie, du transport et de la construction, nous n'atteindrons pas l'objectif consistant à limiter l'augmentation de température fixé par l'accord de Paris. D'autres mesures d'atténuation s'imposent.

Rassemblant un large éventail de preuves, l'Alliance CLARA (Climate Land Ambition and Rights Alliance) présente des solutions aux changements climatiques à la fois résilientes et à faible risque, qui protègent, restaurent et gèrent les écosystèmes naturels de façon durable. Ces solutions sont basées sur de meilleures pratiques agricoles et sur une baisse de la consommation. Elles respectent et défendent les droits humains à la terre et à l'alimentation.

▼ Une augmentation de la séquestration du carbone est possible: les écosystèmes sont en deçà de leur capacité de stockage du carbone en raison des usages des terres passés.



Le rapport intitulé «Les pistes inexplorées pour ne pas dépasser les 1,5°C» offre une vision sur l'action nécessaire visant à limiter le réchauffement à 1,5°C.

Il permet également de contrebalancer la priorité aujourd'hui accordée aux solutions de géo-ingénierie pour répondre à la crise climatique.

Le recours à la bioénergie avec capture et stockage du carbone (BECCS), ainsi qu'à d'autres solutions technologiques visant à retirer des milliards de tonnes de dioxyde de carbone de l'atmosphère, prend le pas sur d'autres pistes ambitieuses dans presque tous les modèles d'évaluation globale (MEG) qui guident le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Généralement, le point de départ de ces modèles consiste à déterminer le seuil au-delà duquel le monde assisterait à un emballement du réchauffement climatique, puis à adapter les politiques et les technologies afin de rester en deçà des températures cibles. Cependant, les technologies utilisées pour développer les modèles restent hypothétiques car non testées, non éprouvées et potentiellement dangereuses.

Ce rapport prend un autre point de départ en se posant la question suivante: quel niveau d'ambition climatique pouvons-nous atteindre en nous basant sur des approches *d'ores et déjà disponibles* et qui protègent la sécurité alimentaire, les droits fonciers et la biodiversité?

En d'autres termes, quels types de solutions climatiques pourrions-nous envisager si nous faisons passer les besoins des êtres humains et de la planète en premier? Quelles seraient les solutions appropriées si nous prenons réellement au sérieux le souci d'équité exprimé par l'Accord de Paris?

Ce résumé exécutif, ainsi que le rapport complet de l'Alliance CLARA (disponible en anglais), nous montrent que les approches fondées sur les droits, sur la restauration des écosystèmes et sur l'agroécologie, associées à des réductions drastiques des émissions de gaz à effet de serre provenant d'autres secteurs, peuvent nous permettre d'atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris.

Ce rapport décrit les processus de *transformation* nécessaires pour faire en sorte que les terres et les forêts deviennent des puits de carbone nets plus puissants, plutôt que des sources d'émissions anthropiques, et ce pendant le laps de temps le plus crucial pour l'action climatique, c'est-à-dire d'ici à 2040.

Le **rapport complet** est composé de trois parties principales. Les parties concernant les **droits fonciers et la restauration des écosystèmes démontrent comment l'amélioration des droits et de l'intégrité des écosystèmes** contribue à répondre aux changements climatiques. La partie 3, consacrée à l'**agriculture**, explique les transformations profondes dont nous avons besoin à la fois dans le modèle d'agriculture industrielle et dans la réflexion sur les régimes alimentaires et la consommation.

CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE POUR COUVERTURE ET CI-CONTRE: RHETT A. BUTLER / MONGABAY

En se basant sur des preuves scientifiques, ce rapport propose des pistes qui illustrent le potentiel d'atténuation que présentent les approches qui respectent les droits, restaurent les écosystèmes et adoptent une approche globale de l'agriculture.

Le **réseau CLARA** rassemble des défenseurs de la justice climatique, des groupes religieux, des groupes de conservation, des militants pour les droits fonciers, des agroécologistes et des représentants de mouvements citoyens du monde entier. Notre engagement en faveur de la justice sociale nous a naturellement amenés vers le débat climatique et alimente notre approche des solutions pour le climat. Pour en savoir plus sur l'Alliance CLARA, rendez-vous sur notre site: climatelandambitionrightsalliance.org.

PARTIE 1

Renforcer les droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales

Une grande partie des espaces forestiers restants dans le monde est gérée par les populations autochtones et les communautés locales. Mais, bien que la moitié des terres au niveau mondial fasse l'objet d'une revendication d'usage coutumier de la terre, seulement

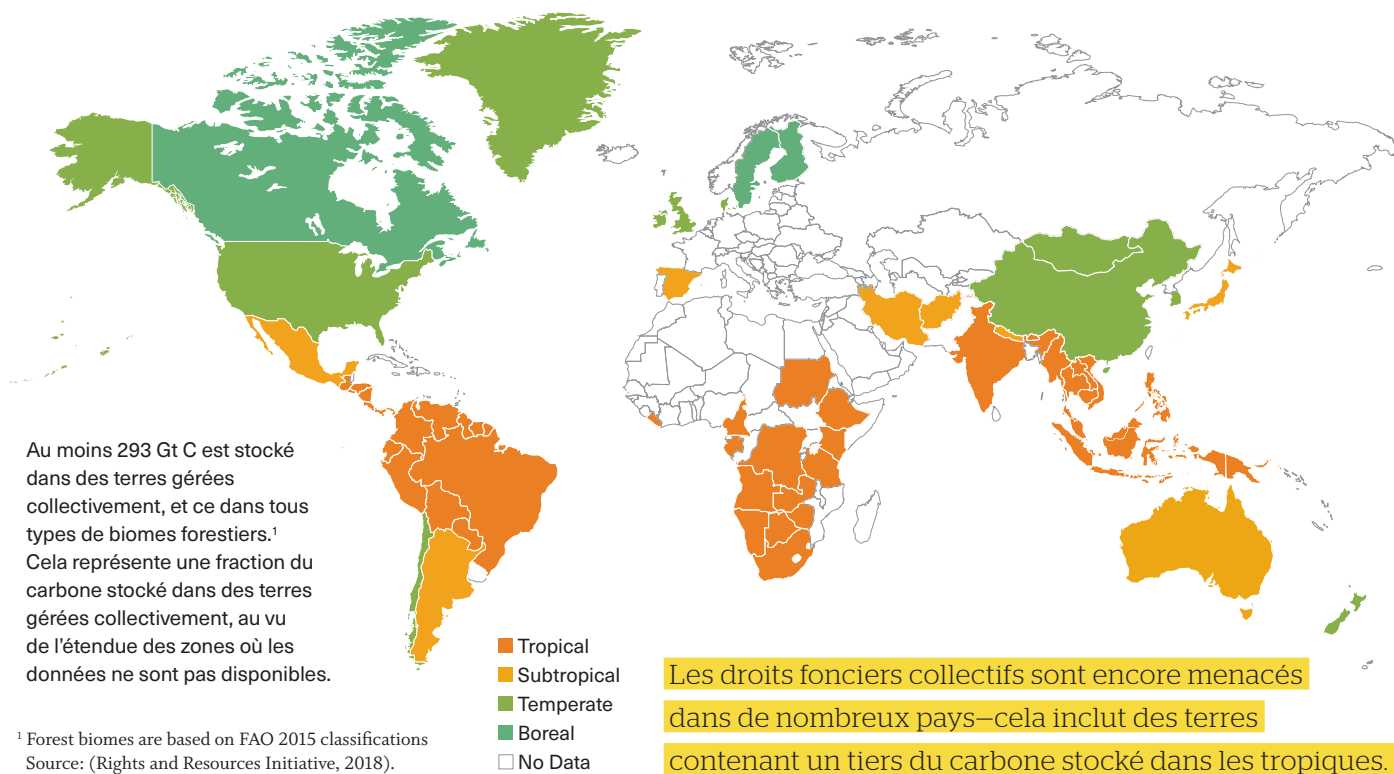
20% d'entre elles bénéficient d'une reconnaissance juridique. Pourtant, il est prouvé que le fait de sécuriser les droits fonciers collectifs constitue de loin l'action climatique la plus concrète, la plus efficace et la plus équitable que les gouvernements peuvent entreprendre pour réduire leur empreinte carbone et protéger les forêts du monde entier.

Dans le même temps, les terres autochtones représentent environ 40% de toutes les terres naturelles restantes sur la planète. Protéger les forêts tout en confiant la gestion de ces dernières aux populations et aux communautés autochtones afin de garantir la biodiversité, la sécurité et la souveraineté alimentaire et la séquestration du carbone est une première étape urgente pour mettre fin à la déforestation et redonner aux forêts leur rôle historique de «puits» net de carbone forestier. **VOIR L'INFOGRAPHIE N°1.**

Dans de nombreuses régions, les peuples autochtones et les communautés locales doivent faire face aux menaces générées par l'agriculture industrielle et à l'exploitation minière. La «déforestation évitée» est déjà reconnue dans la littérature scientifique comme l'une des approches les moins coûteuses en matière d'atténuation; mais on sous-estime encore les solutions basées sur la reconnaissance des droits fonciers collectifs et sur l'extension de la gestion des forêts dégradées aux peuples autochtones. Voir **L'INFOGRAPHIE N°2.**

INFOGRAPHIE 1

Les terres des peuples autochtones et des communautés locales dans 64 pays stockent >293 gigatonnes de carbone.



Les droits fonciers collectifs sont encore menacés dans de nombreux pays—cela inclut des terres contenant un tiers du carbone stocké dans les tropiques.

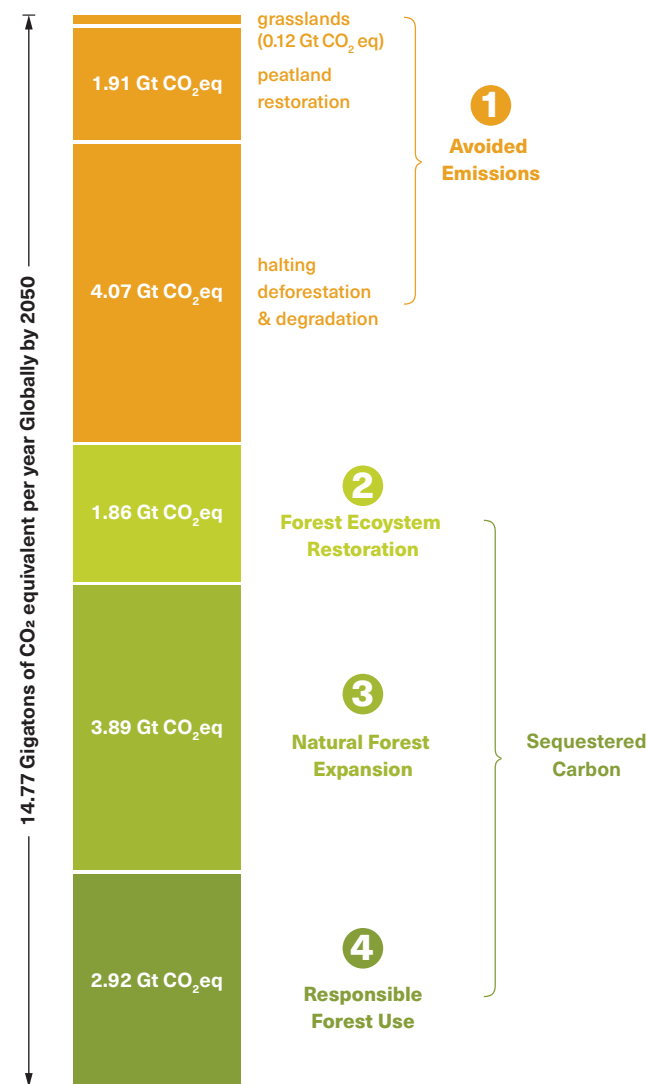
PARTIE 2

Restaurer les forêts et les autres écosystèmes

Le rapport intitulé «Les pistes inexplorées pour ne pas dépasser les 1,5°C» quantifie le potentiel de séquestration du carbone d'un retour de la moitié des forêts mondiales à leur état originel. Cette régénération, associée à l'expansion des forêts naturelles, permet de renforcer la résilience des écosystèmes. L'INFOGRAPHIE N°3 compile ces différents éléments afin d'estimer la séquestration annuelle totale du carbone permise

FIGURE 2
Mitigation Potential Across All Ecosystem Based Pathways

Terrestrial ecosystems are key to climate mitigation. 1 Avoiding ecosystem conversion to other land-uses is the first priority to prevent CO₂ emissions entering the atmosphere. 2 Restoration of degraded natural forests increases and further protects existing carbon stocks. 3 Regeneration by allowing forests to regrow in recently forested areas delivers large sequestration potential. 4 Responsible use of forests requires reducing harvest, and using wood products more efficiently.



par la restauration des forêts, ainsi que les potentielles émissions évitées.

Empêcher de nouvelles émissions dues à la conversion des écosystèmes

- ♦ La première priorité de la lutte contre les crises du climat et de la biodiversité doit être d'éviter davantage de pertes et de dégradations des **forêts primaires**; non seulement car cela maintient actuellement les émissions en dehors de l'atmosphère, mais aussi car cela permet d'optimiser l'intégrité des écosystèmes et la protection de la biodiversité, et donc d'augmenter la résilience face aux changements climatiques.
- ♦ La préservation des **tourbières** contribue à rendre de nombreux services aux écosystèmes. Cependant, le drainage des tourbières pour faciliter la déforestation en servant, par exemple, à la production d'huile de palme, transforme ces terres en une gigantesque source nette d'émissions de GES. Restaurer les tourbières et empêcher de nouvelles combustions et de nouveaux drainages de tourbe permettrait d'éviter l'émission d'environ 1,53 gigatonnes de CO₂ par an, principalement en Europe, en Russie et en Indonésie.
- ♦ Quant **aux prairies**, nous suivons les pistes conseillées à cet égard par *Griscom et al* qui démontrent, dans leur article de 2017, que l'on pourrait éviter 0,12Gt d'émissions de CO₂ par an en empêchant la conversion de prairies en terres agricoles. Les prairies couvrant presque 40% de la surface terrestre mondiale, ces écosystèmes sont d'une importance fondamentale pour les enjeux d'adaptation, de biodiversité et de moyens d'existence.

Restaurer les écosystèmes forestiers. La moitié des écosystèmes naturels de la planète doivent rester intacts et protégés pour garantir l'intégrité de la biosphère. Pour avancer dans cette direction, nous proposons de placer en zone protégée un quart de la couverture forestière naturelle mondiale dégradée (soit 600 millions d'hectares). Une restauration réussie de ces forêts (et la protection qui s'en suit) permettrait de restaurer les caractéristiques des forêts primaires, augmentant ainsi leur surface jusqu'à 50% de l'espace forestier total.

Étendre les forêts naturelles. La régénération et l'expansion de la couverture forestière naturelle est cruciale pour remplacer la surface de forêts perdue. Nous partons du principe que ce niveau de régénération des forêts est conforme à l'objectif du «Défi de Bonn» consistant à restaurer 350 millions d'hectares d'ici 2030. La régénération naturelle ou assistée des forêts naturelles est l'intervention la plus efficace du point de vue du climat et de la biodiversité; c'est pourquoi

cette analyse se distingue des stratégies relatives aux plantations de monocultures d'arbres, qui présentent de faibles taux de séquestration du carbone et de hauts risques d'effets négatifs. Il est crucial d'étendre la couverture forestière pour servir de zone tampon autour des forêts primaires restantes, et cette mesure s'inscrit dans la stratégie de restauration et d'expansion de la couverture des forêts primaires intactes de la planète.

Utiliser les forêts de façon responsable. Il est primordial de restaurer et d'étendre les zones forestières pour augmenter la séquestration du carbone, mais il est également indispensable d'améliorer la gestion des forêts pour les produits forestiers ligneux et non ligneux, afin de respecter leurs principes écologiques. Dans les forêts gérées en vue d'une production intensive, au sein de biomes tempérés et boréaux, le fait d'allonger les durées de rotation et de réduire les taux de récolte peut augmenter de façon considérable les stocks de carbone forestier, ainsi que la biodiversité. D'autres pratiques de gestion améliorée, telles que la modification des mélanges d'espèces, la diminution de l'éclaircissage et le fait de laisser les résidus dans la forêt, améliorent l'état naturel des forêts. Dans les forêts tropicales, l'utilisation responsable passe par l'arrêt de l'extraction commerciale de produits ligneux, car plus de 50% de la biomasse de ces forêts est constituée de feuillus précieux qui mettent des siècles à repousser. La production commerciale de bois pourrait provenir principalement de plantations de meilleure qualité. La production de bois doit être destinée à des produits qui ont une durée de vie plus longue. L'utilisation de la biomasse forestière pour produire de l'énergie est incompatible avec cette vision d'une gestion améliorée et d'une plus grande séquestration du carbone.

PARTIE 3 Transformer l'agriculture

Dans ce rapport, l'Alliance CLARA utilise un cadre *agroécologique* afin de définir l'ambition climatique dans le secteur de l'agriculture. Trop souvent, l'agroécologie est présentée simplement comme un ensemble de pratiques, une boîte à outils de techniques. A contrario, le mouvement paysan international «La Via Campesina» décrit l'agroécologie comme «une alternative à l'agriculture industrielle, [...] une option pour transformer la production alimentaire en quelque chose de plus bénéfique aux êtres humains.» De la même manière, ce rapport utilise ce terme dans son sens global, afin de décrire une variété de changements dans la production agricole et la consommation, qui se renforcent mutuellement.

L'Alliance CLARA promeut un monde dans lequel l'agriculture mondiale n'est pas une source nette

d'émissions de GES. Les émissions provenant de la production et de l'utilisation d'engrais synthétiques peuvent être réduites. Les pratiques de culture du riz peuvent être modifiées pour réduire les émissions de méthane. Dans les biorégions au sein desquelles l'agroforesterie est possible, l'introduction d'espèces vivaces, de vergers et d'autres systèmes mixtes peuvent également mener à des augmentations très importantes du stockage du carbone par hectare.

Concernant la consommation de viande et de produits laitiers, ce rapport se base sur le principe «moins mais mieux». La production devra être intégrée dans des réalités territoriales et s'accompagner d'une augmentation de la diversité agrobiologique des systèmes de cultures et d'élevage.

Par ailleurs, nous refusons qu'une «intensification durable» puisse tout simplement augmenter notre dépendance envers des modèles d'agriculture industrielle qui creusent les inégalités et puisent dans les réserves de ressources naturelles au nom d'une «pression démographique», contrairement aux approches agroécologiques. L'Alliance CLARA soutient que la priorité la plus urgente consiste à aider les petits exploitants agricoles à s'adapter au changement climatique. Pour ce qui est de la demande, l'agroécologie peut également amener d'autres bénéfices d'atténuation dans le secteur agricole grâce à un changement de système alimentaire et de régime alimentaire.

FIGURE 3
Mitigation Potential Across All Agricultural Pathways

The potential for avoided emissions by better production, less consumption and reduced waste of food and agricultural products is significant. At the same time, agroecological practices such as agroforestry can increase carbon stocks.

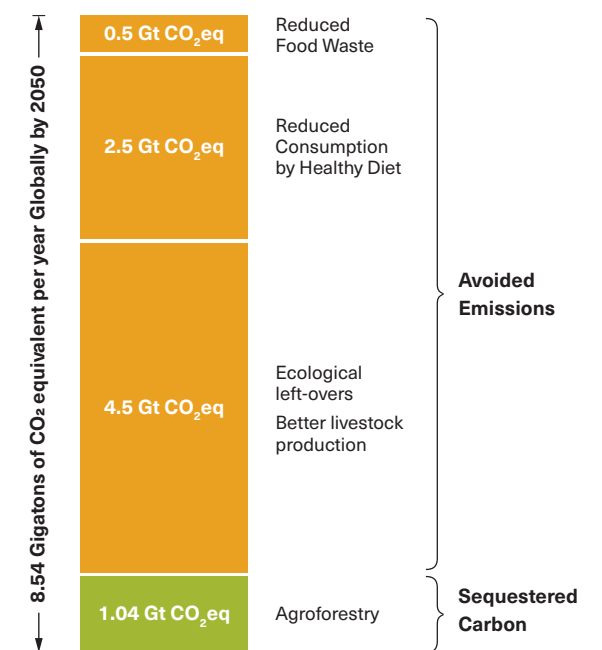
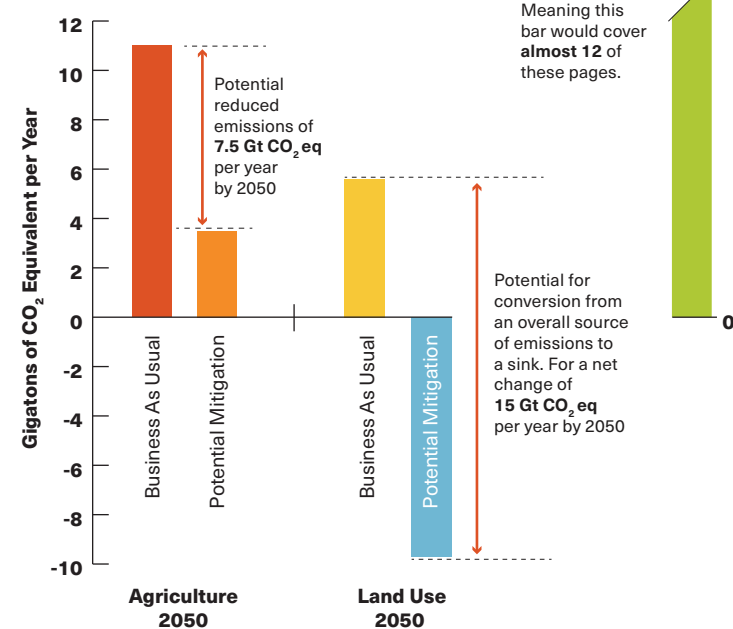


FIGURE 4
The missing pathway: 1.5°C compatible actions respecting land rights; ecosystem integrity and food security.¹



¹ Calculations and assumptions for all pathways can be found in the supplementary table, available here: www.ClimateLandAmbitionRightsAlliance.org/report

² 1000 Gt CO₂eq is equivalent to the 293 GT C shown in Figure 1. We use CO₂ units here for comparability with agriculture and land use.

Agroécologie. Il est difficile de quantifier les possibilités d'atténuation du secteur agricole dans son ensemble. Dans la partie précédente, nous avons abordé la principale valeur de séquestration du carbone due à une agroforesterie étendue, tout en suggérant une transition vers l'agroécologie, tel que mentionné dans les points n°3 et 4 ci-dessous. Le fait de réorienter la production alimentaire et d'améliorer l'alimentation grâce à l'agroécologie offre des avantages cruciaux en matière de santé, d'amélioration des moyens d'existence, de résilience et de qualité de l'alimentation, qui ne sont généralement pas bien représentés dans les débats autour de la réponse climatique au sein du secteur agricole.

Réduire les engrais azotés synthétiques. La production d'azote synthétique requiert une quantité d'énergie gigantesque. Nous avons d'ores et déjà

Un changement dans l'usage et la gestion des terres représente une piste inexplorée pour atteindre l'objectif des 1.5°C, qui réduit voire annule le besoin de recourir à de la géoingénierie comme les BECCS.

largement dépassé les limites planétaires en termes d'utilisation de l'azote au niveau global. Réduire son utilisation dans la production alimentaire conformément à ce seuil pourrait créer un bénéfice net de GES de 0,69Gt d'équivalent CO₂ par an.

Produire mieux et moins de bétail. Parmi toutes les interventions possibles dans le secteur de l'élevage pour une meilleure atténuation, la mesure qui est de loin la plus efficace consiste à changer la façon dont sont produits et consommés les produits issus d'animaux (viande et produits laitiers). Adopter «l'approche des résidus écologiques» qui permet une alimentation animale basée sur les prairies naturelles et les déchets alimentaires, implique également de réduire le nombre total d'animaux d'élevage, et donc la quantité de viande et de produits laitiers consommés. Les terres arables constituent une ressource limitée et la priorité doit être donnée à la production d'aliments sains pour les êtres humains dans le but de garantir la souveraineté alimentaire. Ces changements pourraient induire des réductions considérables d'émissions de GES à hauteur de 4,5Gt d'équivalent CO₂ par an.

Adopter des régimes alimentaires sains. Il est encore possible d'utiliser les sols pour une agriculture respectueuse des écosystèmes en adaptant la consommation selon les recommandations pour un régime sain, telles que celles élaborées par l'Organisation mondiale de la Santé. Le fait de limiter à des niveaux nutritionnels recommandés la consommation de viande et de produits laitiers d'une part, et l'apport calorique total d'autre part à l'échelle mondiale suppose des modifications de régime alimentaire considérables dans les pays riches et développés. Cela permet de réduire ainsi considérablement les émissions de GES et libère des terres arables, qui pourront être utilisées pour la transformation des systèmes alimentaire, ou bien pour la restauration des écosystèmes. Adopter des régimes alimentaires sains permettrait de réduire les émissions de GES de 2,5Gt d'équivalent CO₂ supplémentaires par an par rapport aux prévisions de base pour 2050.

Transformer les systèmes alimentaires. Un large éventail d'autres mesures relatives à la demande, telles que réduire les pertes et le gaspillage alimentaires pourrait réduire les GES de 0,5Gt d'équivalent CO₂ par an.

Utiliser l'agroforesterie. Parmi les approches agroécologiques les plus importantes, la biomasse des arbres constitue une piste inexplorée importante. En se basant sur des hypothèses prudentes, les approches d'agroforesterie permettent de séquestrer 1,04Gt d'équivalent CO₂ par an dans les stocks de carbone aérien sur 300millions d'hectares de terres agricoles.

Consultez l'**INFOGRAPHIE N°4** pour obtenir un résumé de ces découvertes dans le domaine de l'agriculture.

CONCLUSION

Vers une réponse globale au changement climatique

Ce rapport a été développé par l'Alliance CLARA, un réseau international de la société civile. Les membres de l'Alliance CLARA font partie du mouvement mondial pour la justice climatique, qui inclut également des groupes s'intéressant aux droits fonciers, à la restauration des écosystèmes, à la souveraineté alimentaire, à l'agroécologie et à une gestion améliorée des forêts. Ce rapport indique clairement qu'il y a un fort soutien de la communauté scientifique à nourrir de plus grandes ambitions qui mèneront à des changements de système dans les secteurs agricoles, dans la gestion des forêts, et pour les systèmes alimentaires.

Les trois parties de ce rapport font état des constats suivants:

- Les droits fonciers constituent la clé de la protection des écosystèmes.
- La déforestation doit être stoppée au niveau mondial. Non pas selon un calcul «net», mais de façon absolue.

- La restauration des écosystèmes, la régénération naturelle, la reforestation et la gestion améliorée des forêts représentent toutes des opportunités indépendantes les unes des autres et importantes pour augmenter nos ambitions en matière d'atténuation du changement climatique.
- Se concentrer sur la biodiversité et les droits humains offre de plus grandes ambitions en matière d'atténuation que le fait de se concentrer uniquement sur le carbone. Une adaptation de l'agriculture offre également des co-bénéfices d'atténuation considérables.
- Les systèmes de production alimentaire doivent être restructurés pour s'engager vers des approches agroécologiques.
- La mesure la plus efficace pour le climat dans le secteur des terres consiste à réduire équitablement la consommation, en particulier celle de produits issus des animaux.
- Les systèmes alimentaires compatibles avec la préservation du climat augmentent la résilience, tout en réduisant la faim et les maladies révélatrices de régimes alimentaires inadaptés.

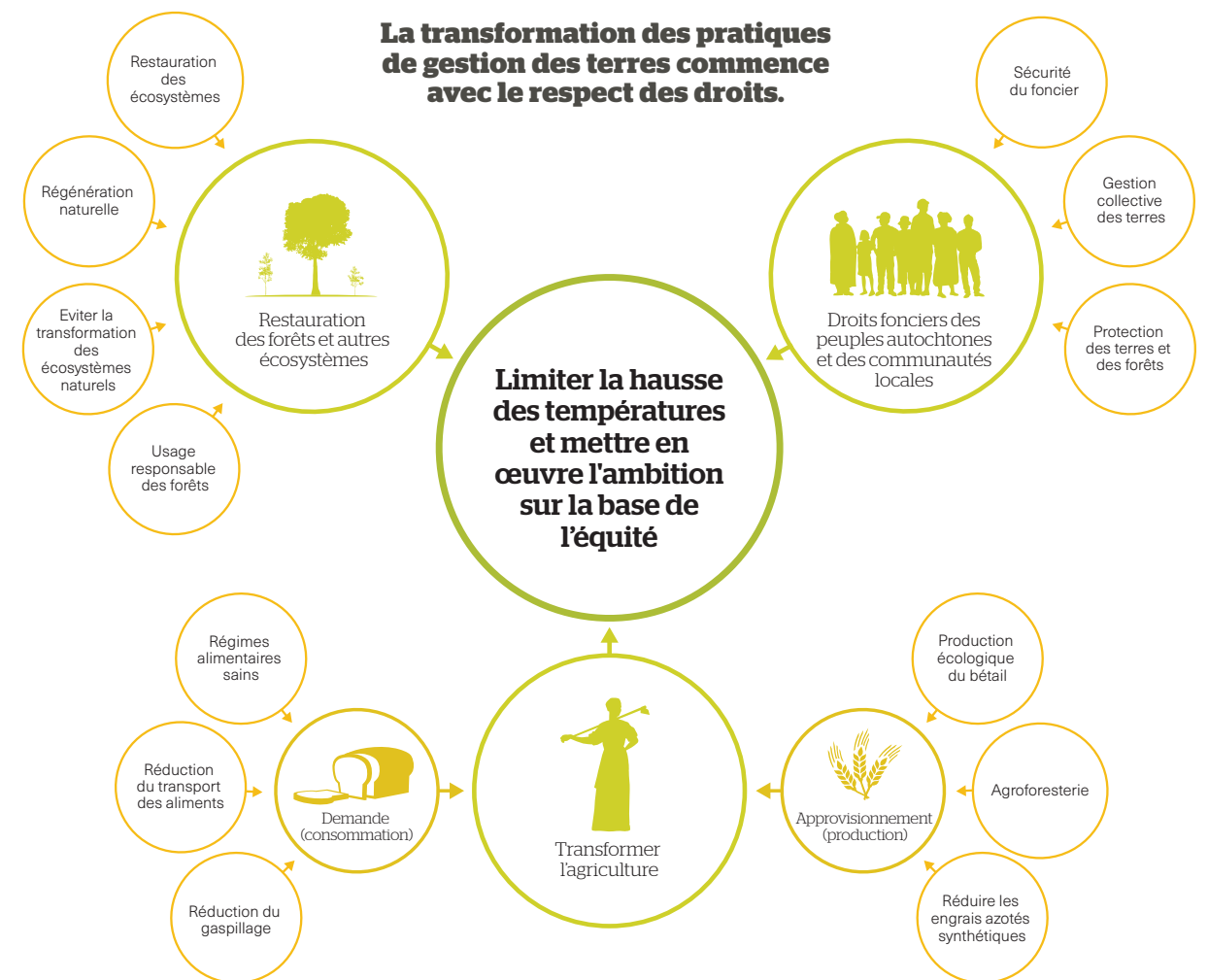




PHOTO: BREAD FOR THE WORLD

Vous trouverez dans le rapport complet des estimations détaillées sur les émissions évitées et les bénéfices d'atténuation qui pourraient être obtenus en suivant ces pistes inexplorées en matière de droits humains, de restauration des écosystèmes, d'agroécologie et de système alimentaire. Elles sont résumées dans l'**INFOGRAPHIE N°5**.

Ce rapport montre comment certaines «pistes» de changements majeurs dans l'utilisation et la gestion des terres restent «inexplorées» pour atteindre

l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5°C. Ces pistes peuvent permettre de réduire de façon drastique les recours aux BECCS et la géo-ingénierie qui prédominent actuellement dans la plupart des modèles de changement climatique.

Agir dans le secteur des terres, en ayant à cœur la justice climatique, nous permet de revoir nos ambitions à la hausse, sur la base de l'équité. *Relever le niveau d'ambition, sur la base de l'équité*, est un objectif central de l'Accord de Paris.

Nous avons d'ores et déjà la possibilité de suivre des pistes très ambitieuses pour atteindre les objectifs d'atténuation. Ces pistes basées sur la reconnaissance des droits humains, la protection et la restauration des forêts, l'agroécologie et les évolutions de régimes alimentaires, tels qu'ils sont présentés dans le rapport de l'Alliance CLARA, sont parfaitement compatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris en ce qui concerne les droits, l'équité et l'intégrité des écosystèmes. L'évaluation faite par l'Alliance CLARA de ces pistes très ambitieuses mais inexplorées montre que nous pouvons éviter une future dépendance envers la BECCS et d'autres approches de géo-ingénierie non testées.

Partner organizations:



Le réseau CLARA rassemble des défenseurs de la justice climatique, des groupes religieux, des groupes de conservation, des militants pour les droits fonciers, des agroécologistes et des représentants de mouvements citoyens du monde entier. Notre engagement en faveur de la justice sociale nous a naturellement amenés vers le débat climatique et alimente notre approche des solutions pour le climat. Pour en savoir plus sur l'Alliance CLARA, rendez-vous sur notre site: climatelandambitionrightsalliance.org.

CLARA
Climate Land Ambition and Rights Alliance

Contact CLARA

Media:

Aurélia Carpentier (Secours Catholique-Caritas France)
aurelia.carpentier@secours-catholique.org / +33 1 45 49 73 23

Karine Appy (CCFD-Terre Solidaire)
k.appy@ccfd-terresolidaire.org / +33 1 44 82 80 67

Network Coordination:

Peter Riggs (Pivot Point) / peteriggspivotpoint@gmail.com / +1 360 426 0959

Twitter: @CLARA_Alliance Translation by Julie Trosic